

**Zeitschrift:** Zivilschutz = Protection civile = Protezione civile  
**Herausgeber:** Schweizerischer Zivilschutzverband  
**Band:** 47 (2000)  
**Heft:** 9

**Rubrik:** BZS INFO = OFPC INFO = UFPC INFO

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

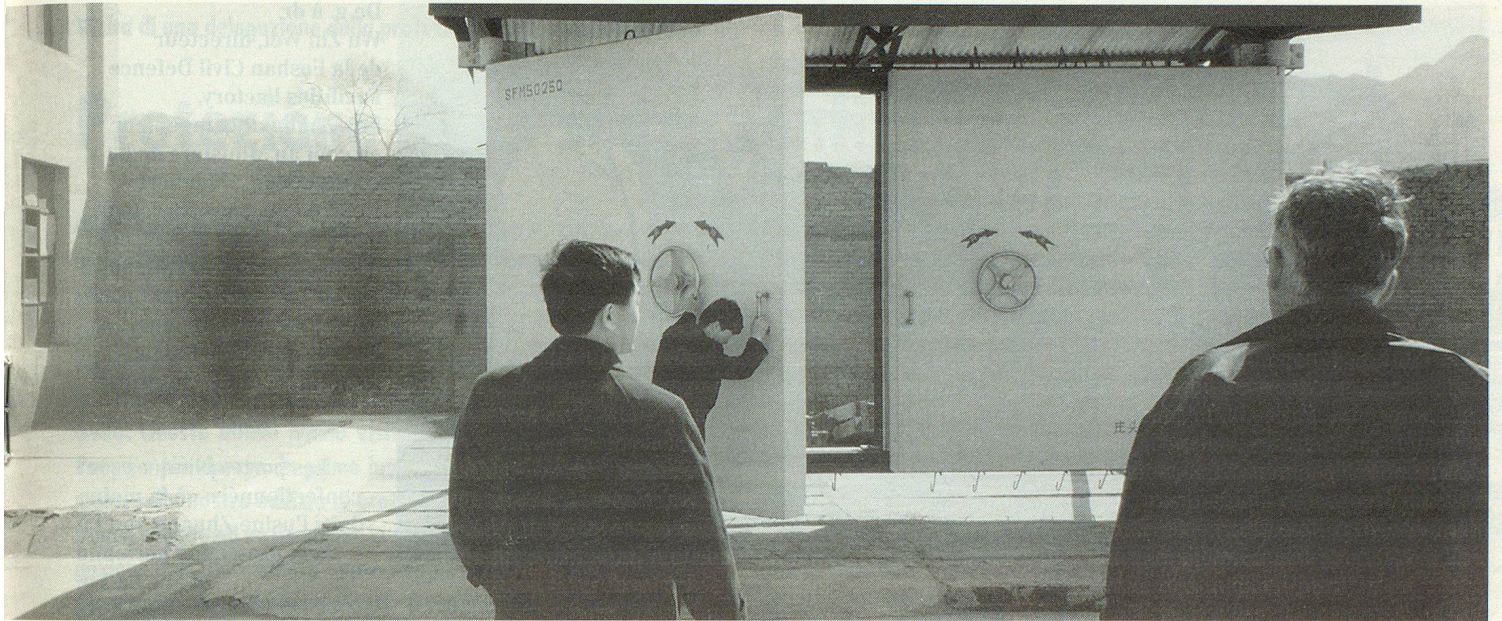
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 22.01.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**



Demonstrationsobjekt eines versenkbaren Panzertores mit zwei Flügeltüren.

am föderalistisch aufgebauten Zivil- bzw. Bevölkerungsschutz der Schweiz interessiert, namentlich an unseren organisatorischen und ausbildungsmässigen Massnahmen (z.B. an der Teilnahme an den vom BZS in englischer Sprache durchgeführten PfP-Kursen durch Vermittlung der

Internationalen Zivilschutzorganisation in Petit-Lancy GE, der China als Vollmitglied angehört). Die möglichst praxisorientierte Weiterführung des Informations- und Erfahrungsaustausches zwischen der Schweiz und China im Bereich des Zivilschutzes scheint nicht zuletzt auch politisch von Be-

deutung zu sein, in einer Phase des vor allem in den chinesischen Städten sichtbaren gewaltigen wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Aufbruchs, zumal der Bevölkerungs- und Kulturgüterschutz eine eindeutig humanitäre und völkerrechtlich verankerte Aufgabe darstellt. ▢

Visite d'une délégation suisse auprès de la protection civile chinoise

# La protection civile ne connaît pas de frontières

**OFPC. La protection civile suisse jouit d'une excellente réputation à l'étranger, tout spécialement en Chine. L'Office fédéral de la protection civile (OFPC) entretient des contacts étroits avec l'Ambassade de la République populaire de Chine en Suisse et avec divers organes officiels chinois. Ces derniers envoient régulièrement des délégations en Suisse pour s'informer notamment sur les constructions de protection civile. Répondant à une invitation des autorités chinoises, une délégation de l'OFPC a eu à son tour l'occasion d'effectuer une visite en Chine.**

La délégation, composée de Hildebert Heinzmann, sous-directeur, Josef Mattmann, chef de la Section des constructions, Kurt Grimm, collaborateur technique de la même section, et Walter Siegenthaler, instructeur et

La République populaire de Chine et la Suisse en bref		
	Chine	Suisse
Superficie	9 572 395 km <sup>2</sup> (4 <sup>e</sup> rang mondial)	41 284 km <sup>2</sup> (133 <sup>e</sup> rang mondial)
Population	1 221 725 000	7 074 000
Densité (par km <sup>2</sup> )	128	171
Capitale	Beijing (Pékin)	Berne
Population de la capitale	10 780 000	124 412
Population urbaine (proportion)	31 %	61 %
Langues officielles	chinois (putonghua)	allemand, français, italien, romanche
Produit national brut par habitant (1996)	750 \$	44 350 \$
Population de la province de Yunnan: env. 40 millions d'habitants		
Population de la ville de Kunming: env. 2 millions d'habitants		
Comparaison entre la Suisse et la Chine quant à la population et l'étendue territoriale: 1 à 200		
Source: Almanach mondial Fischer 1999		



De g. à dr.  
Wu Zhi Wei, directeur de la Foshan Civil Defence Facilities Factory, Fan Zhongxing, ingénieur en chef au Ministère de la construction, Hildebert Heinzmann, sous-directeur de l'OFPC, Dang Zheng, chef d'état-major à l'Architecture Design Institute, Kurt Grimm et Josef Mattmann, de l'OFPC, devant le Palais impérial et la Cité interdite.

Les portes blindées sont confectionnées «à la main» dans l'usine Zhuang Ton Lu de la protection aérienne à Mu Jia Yu.

chef de groupe de la Division de l'instruction, s'est notamment rendue à Pékin et dans la province méridionale du Yunnan.

### Accueil convivial et paysages grandioses

Nos hôtes chinois n'ont pas failli à leur hospitalité légendaire, empreinte à la fois de convivialité et de générosité. Outre de nombreuses séances de travail consacrées à l'échange d'informations et d'expériences, la visite comportait une importante partie culturelle: des excursions ont eu lieu sur des sites renommés tels que la Grande Muraille, les tombeaux des empereurs Ming, le Temple de la paix céleste, la place Tien'anmen et la Cité interdite ou encore la forêt de pierres dans la Province de Yunnan.



### La protection civile chinoise axée sur les abris

Il est très difficile de comparer les systèmes suisse et chinois de protection civile, en raison des grandes différences existant entre les deux pays. La Chine continue de mettre l'accent sur la protection de la population face à d'éventuels conflits armés. Ce domaine relève essentiellement de la responsabilité de l'armée, à qui incombe également à titre principal l'aide en cas de catastrophe et les secours urgents en temps de paix. Aussi la Chine met-elle en œuvre depuis quelques années, à Pékin et dans les principales villes, un programme de construction d'abris de grandes dimensions, en s'inspirant des normes suisses. En temps de paix, les ouvrages de protection sont systématiquement utilisés comme centres d'achat, garages souterrains, piscines, salles de cinéma, locaux de réunion, etc. De toute évidence, les autorités compétentes s'emploient à poursuivre la

mise en place de l'infrastructure de protection, en tirant profit au maximum du savoir-faire de la Suisse et d'autres pays européens. Ainsi, de nouvelles délégations issues de l'administration centrale, de provinces et de diverses villes sont attendues en Suisse. Leur but sera, entre autres, d'intensifier leurs relations avec des entreprises spécialisées dans l'équipement des ouvrages et la fabrication de matériel de protection.

### Perspectives

En dépit de la réalisation prioritaire d'un réseau étendu de constructions de protection, les autorités chinoises se proposent visiblement d'accorder, à l'avenir, une attention accrue aux mesures visant à prévenir et à gérer des catastrophes et d'autres situations d'urgence d'origine naturelle ou anthropique, en appliquant autant que possible le principe de subsidiarité. A cet égard, nos hôtes se sont particulièrement

intéressés au système suisse de protection de la population fondé sur le fédéralisme, notamment à nos préparatifs inhérents à l'organisation et à l'instruction. Leur intérêt porte notamment sur les cours destinés aux gestionnaires de catastrophes, organisés par l'OFPC dans le cadre du Partenariat pour la paix. Ces cours en langue anglaise sont aussi ouverts aux pays membres de l'Organisation internationale de protection civile (OIPC), dont la République populaire de Chine fait partie. La République populaire de Chine connaît actuellement une phase de mutation profonde, notamment dans les domaines économique et social, au vu et au su de tout visiteur. Cela étant, la poursuite des échanges sino-suisses d'informations et d'expériences en matière de protection de la population et des biens culturels s'impose de toute évidence, dès lors qu'il s'agit en l'espèce de tâches éminemment humanitaires, au demeurant inscrites dans le droit international public. ▀

Visita di una delegazione della protezione civile svizzera in Cina

# Protezione civile senza confini

**UFPC. Come in molte altre nazioni, anche in Cina la protezione civile svizzera gode di grande stima. Da diversi anni l'Ufficio federale della protezione civile (UFPC) intrattiene contatti regolari con l'ambasciata cinese in Svizzera e con le autorità cinesi responsabili della protezione civile. Questo ultimo hanno visitato il nostro Paese a più riprese, in primo luogo per informarsi sulla nostra edilizia di protezione civile. Dando seguito ad un rispettivo invito, una delegazione dell'UFPC ha ora avuto l'opportunità, a sua volta, di conoscere sul posto il sistema di protezione civile adottato nel paese asiatico.**

Hildebert Heinzmann, vicedirettore dell'UFPC, Josef Mattmann, caposezione della Divisione misure di costruzione, il suo collaboratore tecnico Kurt Grimm, e Walter Siegenthaler, istruttore della divisione dell'istruzione, sono i collaboratori dell'UFPC che hanno intrapreso il viaggio per Pechino, proseguendo poi la visita nella provincia meridionale di Yunnan, rispettivamente nella capitale Kunming. I quattro svizzeri si sono resi conto ben presto di essere giunti in un paese ricco di fascino ed emozioni.

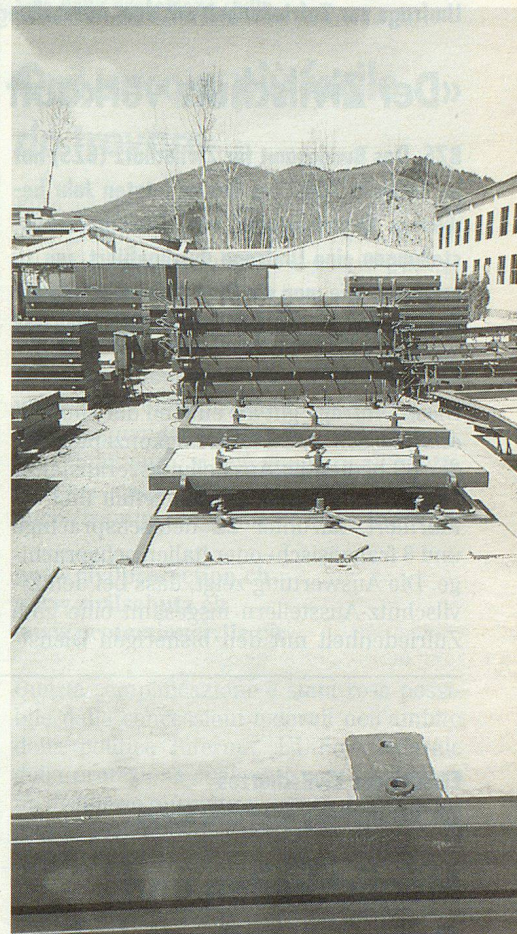
## Un'ospitalità da manuale in uno scenario socio-culturale mozzafiato

La delegazione svizzera è stata accolta con generosa e premurosa ospitalità, e non sono

mancati gli intermezzi culturali di altissimo livello (visita alla grande muraglia, alle tombe risalenti alla dinastia Ming, al Tempio del Cielo, alla piazza Tien'anmen, alla città proibita, al bosco di pietra nella provincia Yunnan e a molte altre meraviglie ancora).

## Edilizia di protezione civile cinese

Viste le profonde differenze esistenti tra i due paesi, è molto difficile fare un confronto tra protezione civile di Cina e protezione della popolazione in Svizzera. I cinesi orientano i loro dispositivi ancora in funzione di possibili conflitti armati sotto la direzione dell'esercito, organo responsabile anche in caso di catastrofi e situazioni d'emergenza in tempo di pace. Negli ultimi anni, a Pechino e negli altri maggiori agglomerati urbani sono stati realizzati rifugi di grandi dimensioni, in parte basandosi sulle norme svizzere. In tempo di pace, questi locali vengono utilizzati come grandi magazzini, autorimesse sotterranee, piscine, teatri, locali di riunione, ecc. Le autorità cinesi competenti intendono ora ampliare la struttura di protezione, avvalendosi il più possibile delle conoscenze acquisite in Svizzera e in altri Stati europei. Per questo motivo sono previsti diversi soggiorni di studio in Svizzera da parte di delegazioni a livello nazionale, provinciale e cittadino. Tali visite costituiranno tra l'altro un'occasione ideale per intensificare i rapporti con diverse ditte fornitrici.



Porte blindate pronte per la spedizione: bastano per coprire la metà del fabbisogno della Cina.

## Prospettive

In futuro, le autorità cinesi sembrano intenzionate a voler accordare maggiore importanza anche alla prevenzione di catastrofi e alle misure volte a far fronte a sinistri di origine naturale e tecnologica. Questo, basandosi sui principi della sussidiarietà. Per tale motivo sono interessate alla struttura federalista della protezione civile svizzera, e in particolare alle misure adottate nel nostro Paese in campo organizzativo e formativo (per es. alla partecipazione, per il tramite dell'Organizzazione internazionale di protezione civile con sede a Petit-Lancy GE di cui la Cina è membro, ai corsi PFP organizzati dall'UFPC in lingua inglese). Mantenere uno scambio di informazioni ed esperienze tra Cina e Svizzera nell'ambito della protezione civile assume grande importanza anche sul piano politico, in particolare in una fase di fiorente sviluppo economico e sociale come quello che stanno vivendo le città cinesi. Non va infatti dimenticato che la protezione della popolazione e dei beni culturali rappresenta un chiaro compito umanitario ancorato nel diritto pubblico internazionale. ▀

### La Repubblica popolare cinese a confronto con la Svizzera

	Cina	Svizzera
Superficie	9 572 395 km <sup>2</sup> (rango mondiale: 4°)	41 284 km <sup>2</sup> (rango mondiale: 133°)
Abitanti	1 221 725 000	7 074 000
Densità di popolazione per km <sup>2</sup>	128	171
Capitale	Beijing (Pechino)	Berna
Abitanti della capitale	10 780 000	124 412
Popolazione urbana	31 %	61 %
Lingua ufficiale	cinese (putonghua)	tedesco, francese, italiano, romancio
Prodotto nazionale lordo per abitante (1996)	750 \$	44 350 \$
Yunnan (provincia): ca. 40 mio abitanti		
Kunming (capitale di provincia): ca. 2 mio abitanti		
Rapporto Svizzera/Cina (in relazione a superficie e popolazione): ca. 1 a 200		
Fonte: Fischers Weltalmanach 1999		

## Umfrage zur Zufriedenheit mit dem Ausstellungswesen

## «Der Zivilschutz verkauft sich gut»

**BZS. Das Bundesamt für Zivilschutz (BZS) hat im Frühjahr 2000 bei den im letzten Jahr bedienten Organisatoren von Zivilschutz-Ausstellungen eine Umfrage durchgeführt, um zu erfahren, wie man die Dienstleistungen sowie das Material des BZS-Ausstellungsdienstes einschätzt.**

Diese Umfrage gilt als ein Teil der Umfeldanalyse des BZS-Marketingkonzeptes. 30 der 63 bedienten Ausstellungsveranstalter haben den Fragebogen ausgefüllt und retourniert, darunter 22 deutschsprachige und 8 französisch- oder italienischsprachige. Die Auswertung zeigt, dass bei den Zivilschutz-Ausstellern insgesamt eine gute Zufriedenheit mit den bisherigen Dienst-

leistungen des BZS herrscht. Die Bereitschaft für Neues (z.B. konfektionierte Tools für kleine, mittlere und grosse Ausstellungen) ist jedoch vorhanden. Interessant waren die Antworten auf die zur Diskussion gestellte Möglichkeit, mittels Leistungsvereinbarungen zwischen dem BZS und den Kantonen sowie finanziellen Abgeltungen Ausstellungen zu «provozieren». Dieser Vorschlag wird zwar gutgeheissen, aber nur im Verhältnis 3:2. Die Skepsis gegenüber der Leistungsvereinbarung äusserte sich in Antworten wie: «Ein Muss ist nie optimal», «A nouveau la finalité est financière. Cela devient éternant», «Gut, wenn das BZS Subventionen gibt», «Les cantons ne sont pas maîtres des communes et des OPC».

Auf die Frage, was der BZS-Ausstellungsdienst besser machen könnte und was im Angebot noch fehlt, wurde geantwortet:

- Ausstellungs- und Prospektmaterial immer raschmöglichst auf den neuesten Stand bringen.
- Da Zukunft unklar, eher weniger mit altem Material werben.
- Ausstellungsstand plus aktiver Einsatz gleich optimaler Infoerfolg.
- Zivilschutz braucht mehr «Pflasterli»...
- Kosten für neues Logo und «Hildo» zur Zeit unangebracht.
- Nur mit den künftigen Aufgaben des Zivilschutzes werben.
- Aktuelle Info für die Zukunft erarbeiten.

Die detaillierte Auswertung der Umfrageergebnisse wurde den Chefs der für den Zivilschutz zuständigen Ämter der Kantone zugestellt. Das BZS wird bis Mitte 2001 die neue Ausstellungspolitik des Zivilschutzes festlegen. ▢

## Einsatz des Zivilschutzes zur Verstärkung der Polizeikorps

## Möglichkeiten und Grenzen im Bereich der Ordnungsaufgaben

**BZS. In den letzten Jahren wurden in verschiedenen Kantonen (z. B. Aargau, Luzern, Glarus, Zug) Mittel des Zivilschutzes für Ordnungsaufgaben oder zur Verstärkung der Polizeikorps eingesetzt. Ein Merkblatt des Bundesamtes für Zivilschutz orientiert die Kantone und Gemeinden über die Möglichkeiten und Grenzen sowie gesetzlichen Rahmenbedingungen für solche Einsätze. Die Zeitschrift *Zivilschutz* veröffentlicht den Inhalt dieses Merkblattes.**

## Merkblatt zum Einsatz des Zivilschutzes im Bereich der Ordnungsaufgaben bzw. zur Verstärkung der Polizeikorps

Es geht darum, die geltenden Rechtsnormen konsequent zu nutzen, wobei folgende Lösungen möglich sind:

- a) Dienstpflichtbefreiung von professionellen Angehörigen der Polizeidienste im Sinne von Artikel 15 Absatz 1 ZSG in Verbindung mit Artikel 26 Buchstabe i ZSV. Die Dienstbefreiten stehen der Polizei ohne Auflage (z.B. was die Bewaffnung anbelangt) und zeitlich uneingeschränkt zur Verfügung.

- b) Vorsorgliche Zuweisung von Schutzdienstpflichtigen zur Verstärkung der Polizei nach Artikel 15 Absatz 2 ZSG in Verbindung mit Artikel 28 ZSV.

Die vorsorglich zugewiesenen Schutzdienstpflichtigen gelten nicht mehr als Angehörige einer Zivilschutzorganisation. Sie stehen aber in den *Rechten* (Entschädigung nach Artikeln 22–25 usw.) und *Pflichten* (Dienstleistungen nach Artikeln 32–37 ZSG usw.) der Schutzdienstleistenden. Sie dürfen nur im Sinne des Zweckartikels des Zivilschutzgesetzes (Art. 2 ZSG) und der dem Zivilschutz obliegenden Aufgaben (Art. 3 ZSG) eingesetzt werden, was auch eine Bewaffnung ausschliesst (Art. 12 Abs. 4 ZSG). Schliesslich dürfen die vorsorglich zugewiesenen das internationale Zivilschutzzeichen (Art. 53 ZSG) nicht tragen.

- c) Situative Zuweisung von Zivilschutzformationen zur Verstärkung der Polizei im Sinne von Artikel 13 Absatz 1 Buchstaben b und c ZSG und Artikel 36 ZSG (WK) in Verbindung mit Artikel 37 ZSG (freiwillige Dienstleistungen), Artikel 39 ZSV (Zusammenarbeit in der Ausbildung) und den Weisungen des BZS vom 6. Februar 1997 über Einsätze zugunsten der Gemeinschaft im Rahmen von Wiederholungskursen gemäss Artikel 36 ZSG. Die der Polizei zur Zusammenarbeit zugewiesenen Zivilschutzformationen sind von Zivilschutzkadern zu führen. Die Rechte und Pflichten der zugewiesenen Formationen richten sich nach der Zivilschutzgesetzgebung.

Aus der Sicht des Bundesamtes für Zivilschutz ist es möglich, Zivilschutzformationen – mit finanzieller Unterstützung des Bundes – im Rahmen (kumulierter) WK-Tage (Art. 36 ZSG) oder auf freiwilliger Basis (Art. 37 ZSG) zur *zeitlich beschränkten* Verstärkung der Polizeikorps bei einer akuten Notlage oder im Hinblick auf eine mögliche Notlage unter folgenden Voraussetzungen einzusetzen:

- Der Auftrag muss unbewaffnet und mit dem gesetzlich verankerten Zweck und Aufgabenspektrum des Zivilschutzes (Art. 2 und 3 ZSG) bzw. den vom Kanton periodisch festzulegenden Ausbildungszielen (Art. 39 Abs. 3 ZSG) vereinbar sein.
- Die entsprechenden Einsätze dürfen private Unternehmen nicht konkurrieren und nicht gewinnorientiert sein (Weisungen des BZS vom 6. Februar 1997).
- Die Einsätze müssen von den zuständigen politischen Behörden angeordnet oder bewilligt werden, z.B. durch die Gemeindeexekutive in Absprache mit der zuständigen kantonalen Behörde).

Grundsätzlich nicht zulässig wäre eine Unterstützung von gewinnorientierten Betrieben und andern privaten Organisationen (Securitas usw.) durch Mittel des Zivilschutzes.

Allfällige Erweiterungen der Aufgaben des Zivilschutzes im polizeilichen Bereich werden im Rahmen des Projektes «Bevölkerungsschutz» geprüft. ▢

## Zivilschutz-Website

## Bessere Erreichbarkeit im Internet

Der Internet-Auftritt des Zivilschutzes konnte bislang über die folgenden vier WWW-Adressen (Domain-Namen) erreicht werden:

[www.zivilschutz.admin.ch](http://www.zivilschutz.admin.ch)  
[www.protectioncivile.admin.ch](http://www.protectioncivile.admin.ch)  
[www.protezionecivile.admin.ch](http://www.protezionecivile.admin.ch)  
[www.civilprotection.admin.ch](http://www.civilprotection.admin.ch)

Diese Adressen bleiben auch künftig bestehen. Ab sofort kann das Internet-Angebot des schweizerischen Zivilschutzes zusätzlich auch über die neuen Domain-Namen:

[www.zivilschutz.ch](http://www.zivilschutz.ch)  
[www.protectioncivile.ch](http://www.protectioncivile.ch)  
[www.civilprotection.ch](http://www.civilprotection.ch)

erreicht werden. Eine entsprechende Lockerung der Internetpolitik des Bundes machte diese Belegung von direkten Domain-Namen und damit eine bessere Erreichbarkeit möglich. Das Bundesamt für Zivilschutz entspricht mit der Aufschaltung der zusätzlichen Domain-Namen einen oft geäußerten Kundenwunsch. ▀

## Site Internet de la protection civile

## Accès facilité sur la Toile

Dorénavant, le site Internet de la protection civile sera plus facilement accessible. Jusqu'à présent, on s'y rendait en passant par les adresses suivantes:

[www.protectioncivile.admin.ch](http://www.protectioncivile.admin.ch)  
[www.zivilschutz.admin.ch](http://www.zivilschutz.admin.ch)  
[www.protezionecivile.admin.ch](http://www.protezionecivile.admin.ch)  
[www.civilprotection.admin.ch](http://www.civilprotection.admin.ch)

Ces adresses resteront en service. Cependant, la Confédération ayant récemment assoupli sa politique en matière de noms de domaine, le site est désormais accessible également par les chemins ci-dessous:

[www.protectioncivile.ch](http://www.protectioncivile.ch)  
[www.zivilschutz.ch](http://www.zivilschutz.ch)  
[www.civilprotection.ch](http://www.civilprotection.ch)

Le résultat en est un accès facilité. L'Office fédéral de la protection civile répond ainsi à un souhait souvent exprimé par les visiteurs du site. ▀

## Sito della protezione civile

## Ora ancora più facile da trovare

Fino ad oggi, per entrare direttamente nel sito Internet della protezione civile era necessario digitare uno dei seguenti quattro indirizzi www:

[www.zivilschutz.admin.ch](http://www.zivilschutz.admin.ch)  
[www.protectioncivile.admin.ch](http://www.protectioncivile.admin.ch)  
[www.protezionecivile.admin.ch](http://www.protezionecivile.admin.ch)  
[www.civilprotection.admin.ch](http://www.civilprotection.admin.ch)

Questi rimangono validi anche in futuro. Da subito, però, si può giungere all'offerta Internet della protezione civile svizzera anche tramite i seguenti tre nuovi indirizzi:

[www.civilprotection.ch](http://www.civilprotection.ch)  
[www.zivilschutz.ch](http://www.zivilschutz.ch)  
[www.protectioncivile.ch](http://www.protectioncivile.ch)

Questa semplificazione è stata resa possibile dalle concessioni federali nell'ambito della politica Internet. L'Ufficio federale della protezione civile può così soddisfare un desiderio più volte espresso dai visitatori del suo sito. ▀

## Sondage d'opinion sur les prestations du service des expositions de l'OFPC

## «La protection civile se vend bien»

**OFPC. Au printemps 2000, l'Office fédéral de la protection civile (OFPC) a effectué un sondage d'opinion auprès des organisateurs d'expositions sur la protection civile qui avaient eu recours au service des expositions de l'office en 1999.**

Cette enquête fait partie de l'analyse conduite dans le contexte de la conception de marketing de l'OFPC. Trente organisateurs d'exposition sur les soixante-trois qui ont reçu le questionnaire, dont vingt-deux de langue allemande et huit de langue française ou italienne, l'ont rempli et retourné. Les résultats de l'évaluation montrent qu'ils sont généralement satisfaits des prestations fournies jusqu'ici par l'OFPC. Nous n'avons pas pour autant l'intention de nous endormir sur nos lauriers: la volonté d'innover – sous forme, par exemple, de nouveaux outils «sur mesure» pour

petites, moyennes et grandes expositions – est bien présente au service des expositions.

Particulièrement intéressantes ont été les réponses à la proposition d'encourager l'organisation d'expositions par le biais d'accords de prestations passés entre la Confédération et les cantons et du versement d'indemnités. La proposition a été certes approuvée, mais seulement dans la proportion 3:2. Le scepticisme suscité par cette façon de procéder s'est exprimé dans des réponses telles que: «Lorsque quelque chose est considéré comme une obligation, le résultat n'est jamais optimal» – «A nouveau la finalité est financière. Cela devient énervant» – «Tant mieux, si ça permet d'obtenir des subventions fédérales» – «Les cantons ne sont pas maîtres des communes et des OPC».

A la question concernant le genre de prestations que le service des expositions pourrait encore améliorer et les éventuelles

lacunes dans l'éventail de l'offre, nous avons obtenu les réponses suivantes:

- Le matériel d'exposition et les prospectus devraient être régulièrement mis à jour dans les meilleurs délais.
- L'avenir étant incertain, il serait judicieux de moins faire de publicité avec du vieux matériel.
- Un stand d'exposition bien conçu et un engagement actif sont et restent la clé du succès.
- Il faudrait développer davantage de petits articles de promotion.
- Engager des frais pour la conception d'un nouveau logo et pour la promotion de «Hildo» n'est actuellement pas opportun.
- Les opérations de promotion devraient porter uniquement sur les futures tâches de la protection civile.
- Il conviendrait d'élaborer une information actualisée et prospective.

Les résultats du sondage ont été présentés aux chefs des offices cantonaux de la protection civile. L'OFPC s'est fixé pour délai la fin du premier semestre 2001 pour définir la nouvelle politique de l'OFPC en matière d'expositions. ▀

Renforcement des corps de police par la protection civile

## Limites et possibilités en matière de maintien de l'ordre

**OFPC.** Ces dernières années, plusieurs cantons (notamment Argovie, Lucerne, Glaris et Zoug) ont engagé la protection civile dans des tâches de maintien de l'ordre ou pour renforcer la police. Un aide-mémoire de l'Office fédéral de la protection civile informe les cantons et les communes sur les possibilités et les limites de tels engagements, ainsi que sur le cadre juridique. La revue *Protection civile* publie le contenu de cet aide-mémoire.

**Aide-mémoire concernant l'engagement de la protection civile dans le cadre de tâches de maintien de l'ordre public ou pour renforcer les corps de police.**

Il s'agit, en la matière, d'appliquer de façon ciblée les normes légales qui offrent trois solutions:

a. Exemption de membres professionnels des services de la police de l'obligation d'effectuer un service dans la protection civile au sens de l'art. 15, al. 1, LPCi en liaison avec l'art. 26, let. i., OPCi.

Les corps de police peuvent disposer librement et sans limite dans le temps des personnes exemptées du service de protection civile.

b. Affectation à titre de précaution de personnes astreintes à servir dans la protection civile pour renforcer les corps de police en vertu de l'art. 15, al. 2, LPCi, en liaison avec l'art. 28 OPCi.

Les personnes choisies ne sont plus membres d'une organisation de protection civile. Elles ont néanmoins les mêmes droits (indemnités fondées sur les art. 22 à 25 LPCi, etc.) et les mêmes obligations (services d'instruction prescrits aux art. 32 à 37 LPCi, etc.) que les personnes astreintes à servir dans la protection civile (personnes astreintes). Les engagements idoines doivent être compatibles avec le but et les tâches dévolus à la protection civile (art. 2 et 3 LPCi), ce qui exclut par définition le port d'arme (art. 12, al. 4, LPCi). Les personnes ainsi mises à la disposition de la police ne peuvent pas être munies du signe distinctif international de la protection civile (art. 53 LPCi).

c. Affectation de formations de protection civile à titre de renfort des forces de la police, conformément à l'art. 13, al. 1,

let. b. et c., LPCi et à l'art. 36 LPCi (CR, en liaison avec l'art. 37 LPCi (service volontaire) et avec l'art. 39 OPCi (collaboration en matière d'instruction) ainsi qu'aux instructions de l'OFPC du 6 février 1997 concernant les travaux d'intérêt public fournis lors de cours de répétition au sens de l'art. 36 LPCi.

Les formations appelées à renforcer la police sont commandées par les cadres de la protection civile. Quant aux droits et obligations des personnes engagées, la législation sur la protection civile est applicable sans restriction.

De l'avis de l'Office fédéral de la protection civile, des formations de protection civile peuvent pendant une durée limitée – et avec le soutien financier de la Confédération – intervenir aux côtés des corps de police en mettant à profit les temps d'instruction consacrés aux cours de répétition (art. 36 LPCi) ou sous la forme de services volontaires (art. 37 LPCi), lorsque l'ordre public est directement menacé ou lorsqu'il s'agit de prévenir une telle menace. Tout engagement de ce type doit se faire dans le respect des conditions suivantes:

- Les missions assignées aux formations de protection civile ne doivent pas impliquer le port d'arme et doivent être compatibles avec le but et les tâches dévolus à la protection civile (art. 2 et 3 LPCi) ainsi qu'avec les objectifs fixés périodiquement par le canton en matière d'instruction (art. 39, al. 3, LPCi).
- Les interventions idoines de la protection civile ne doivent pas faire concurrence aux entreprises privées ou poursuivre un but lucratif (cf. instructions de l'OFPC du 6 février 1997).
- Les engagements doivent être ordonnés ou approuvés par les autorités politiques compétentes (p. ex. par l'exécutif communal en accord avec les services cantonaux compétents).

La mise à disposition de moyens de la protection civile au profit d'entreprises ou d'organisations privées poursuivant un but lucratif (p. ex. Securitas) ne peut en principe pas entrer en ligne de compte.

Un éventuel élargissement des tâches de la protection civile dans le domaine de l'ordre public est examiné dans le cadre du projet «Protection de la population». ▀

Inchiesta per accertare se il servizio esposizioni dell'UFPC soddisfa le esigenze

## «La protezione civile sa vendersi bene»

**UFPC.** La scorsa primavera, l'Ufficio federale della protezione civile (UFPC) ha svolto un'inchiesta presso gli organizzatori d'esposizioni sulla protezione civile che hanno avuto luogo nel corso del 1999 per accertare se fossero soddisfatti del materiale e delle prestazioni offerte dal servizio esposizioni dell'UFPC.

Quest'inchiesta rientra fra le analisi previste dal concetto di marketing dell'UFPC. 30 dei 63 organizzatori d'esposizioni, serviti nel corso del 1999, ci hanno risposto i questionari compilati (22 di lingua tedesca ed 8 di lingua francese e italiana). I risultati della valutazione dimostrano che in generale gli organizzatori sono soddisfatti dei servizi offerti dall'UFPC. C'è molto interesse per le novità (p. es. elementi preconfezionati per esposizioni piccole, medie e grandi). Interessanti sono state le risposte alla domanda concernente la proposta di promuovere le esposizioni sulla protezione civile tramite accordi di prestazione fra UFPC e cantoni nonché indennità finanziarie. La proposta è stata accolta, ma solo nel rapporto 3:2. Lo scetticismo nei confronti degli accordi di prestazione è stato espresso con le seguenti risposte: «Ein Muss ist nie optimal» (= «Un patto non è mai vantaggioso»), «A nouveau la finalité est financière. Cela devient éternel», «Gut, wenn das BZS Subventionen gibt» (= «È un bene che l'UFPC accordi dei sussidi»), «Les cantons ne sont pas maîtres des communes et des OPC». Le risposte alla domanda «cosa si potrebbe migliorare e cosa manca nell'offerta?» sono state le seguenti:

- aggiornare più in fretta sia il materiale d'esposizione che i prospetti informativi;
- evitare di fare propaganda con materiale vecchio, visto il futuro ancora incerto;
- stand d'esposizione + personale motivato = maggiore successo dell'informazione;
- alla protezione civile servono più «cerotti»...
- i costi per il nuovo logo e per il pupazzo «Hildo» sono per il momento fuori luogo;
- propagandare esclusivamente i compiti futuri della protezione civile;
- elaborare informazioni attuali e mirate al futuro.

La valutazione dettagliata dei risultati dell'inchiesta è stata inoltrata ai capi degli uffici cantonali responsabili della protezione civile. L'UFPC definirà la nuova politica per le esposizioni della protezione civile durante il primo semestre del 2001. ▀